



Déclaration liminaire de l'UNSA-Éducation de l'Ardèche au CDEN du 16 octobre 2025

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

« L'école publique est le ciment de la démocratie. S'il se fissure, c'est toute la société qui se fragilise. » C'est par ces mots que l'UNSA Éducation a dévoilé les résultats de la 13^e édition de son baromètre des métiers.

Avec 53 209 réponses en 2025, il permet de mesurer les tendances de fond et le bilan est sans appel.

Les personnels aiment leur métier (90 %), mais ils ne sont plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer, contre 81 % en 2018. Une baisse qui fait écho à l'alerte sur les conditions de travail qui sont jugées insatisfaisantes par 67 % des répondants.

Elles et ils sont de plus en plus nombreuses et nombreux à souhaiter quitter la profession : 37 % pour un autre métier du secteur public et 25 % vers le secteur privé. Tous ces indicateurs se dégradent depuis plusieurs années. C'est bien le bilan des politiques menées : décrochage du pouvoir d'achat, surcharge de travail, perte de sens et sentiment d'abandon. En effet, 67 % estiment manquer de reconnaissance et de respect.

À peine 6 % des personnels approuvent les orientations actuelles. C'est le rejet d'un cap, d'une méthode et d'une vision politique. Ce résultat est un message clair adressé à nos dirigeants. Ils ne peuvent plus nier la réalité.

Pour l'UNSA Éducation, la résignation n'est pas une option. Les priorités des personnels sont connues, elles n'ont pas changé depuis dix ans : pouvoir d'achat, charge de travail, perspectives de carrière et nos collègues attendent des réponses concrètes des politiques.

Malheureusement, le projet de budget 2026 présenté par le Premier ministre confirme le désengagement massif de l'exécutif envers l'Éducation nationale.

La relégation du ministère de l'Éducation au 9^e rang de l'ordre protocolaire n'était pas qu'un symbole : elle préfigurait une école publique devenue grande cause de relégation nationale.

Sous couvert de baisse démographique, le gouvernement s'autorise à supprimer massivement des postes dans l'Éducation nationale. Un prétexte court-termiste, alors même que les besoins d'encadrement, de remplacement et d'accompagnement aux élèves en situation de handicap restent considérables et sans réponse.

Derrière le flou entretenu par l'exécutif, le constat est clair : la part de la dépense publique dans le PIB recule, la dépense intérieure d'éducation régresse et l'État se détourne de ses missions fondamentales, préférant poursuivre une politique d'aides fiscales et de réduction des impôts pour les entreprises, sans bénéfice tangible pour le pays.

Pour l'UNSA Éducation, ce budget évince le choix de l'avenir : aucune amélioration de l'encadrement des élèves, aucun renfort du remplacement, aucune avancée pour les AESH ou la prise en compte du handicap et aucune revalorisation salariale, alors que la valeur du point d'indice reste gelée.

Les défis majeurs, fonctionnarisation des AESH, renouvellement de plus de 300 000 agents dans les dix ans à venir, sont purement ignorés.

Le budget 2026 fait de l'Éducation nationale la variable d'ajustement d'un exécutif sans ambition, défendu par un ministre sans poids politique.

Cinq ans ont passé depuis l'assassinat jour pour jour de Samuel Paty, deux ans depuis celui de Dominique Bernard. Nos deux collègues, assassinés sauvagement pour ce qu'ils incarnaient, pour ce qu'ils étaient : des professeurs, des hommes de culture, républicains, convaincus que le savoir, la culture et la raison émancipent autant qu'elles protègent. Ils ont payé de leur vie cette mission : faire vivre la liberté, transmettre les valeurs de la République, former des esprits libres et éclairés.

À l'heure où nous commémorons les 120 ans de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, nous mesurons combien la laïcité demeure un pilier fondamental de notre démocratie, de notre République. Elle permet à l'École d'être ce lieu unique où chaque élève apprend à penser par lui-même sans pression, sans approche dogmatique, en toute liberté.

Mais nos valeurs républicaines ne vivent que si nous les faisons vivre chaque jour, dans les classes de nos écoles, collèges, lycées. La laïcité est notre arme de paix ; une démarche universaliste de lutte contre les replis identitaires, contre la haine, contre l'obscurantisme religieux. Le combat de Dominique Bernard et de Samuel Paty est aussi le nôtre, celui d'une École publique qui éduque à la raison, à la tolérance et à la fraternité.

L'UNSA Éducation et ses 23 syndicats rendent hommage à leur mémoire et réaffirment avec force leur engagement pour une École libre, laïque et républicaine.

Parce que transmettre ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est résister.

Parce qu'enseigner, c'est croire en l'Homme et au progrès.

Parce que promouvoir la laïcité, c'est défendre la liberté.

Pour l'UNSA-Education,
Valérie LAVILLE et Juliette CREPIEUX